

SELLAL LE LAISSE ENTENDRE

La règle 49/51 pourrait être révisée pour les petits projets

Clap de fin pour la règle 49/51 régissant l'investissement étranger ? Pas dans l'immédiat, indiquait, hier, le Premier ministre, laissant entendre que cette règle pourrait toutefois être revue pour les petits projets.

Abdelmalek Sellal, qui a procédé hier au Palais des nations (Club-des-Pins) à l'ouverture du Forum économique et social du Cinquantenaire, a relevé, certes, que cette règle ne freine pas l'attractivité du marché algérien aux investissements étrangers. «Les grands groupes l'ont acceptée», dira le Premier ministre qui reconnaît, cependant, que cette règle «pose quelques problèmes» pour les PME. D'où la possibilité, évoquée tacitement, de lever cette obligation concernant les petits projets, voire pour certains secteurs économiques. «Si cette règle pose problème pour les petites entreprises dans certains secteurs, nous sommes prêts à étudier sa révision à l'avenir. Même si, actuellement, il n'y a pas lieu de la réviser», a déclaré le Premier ministre. D'où l'opportunité d'œuvrer davantage à l'amélioration du climat d'affaires, la facilitation de l'entrepreneuriat et le développement de la production, une démarche dans laquelle le gouvernement s'engage résolument, a assuré M. Sellal. Cela même s'il récuse «tout retour au libéralisme

débridé», toute atteinte «aux intérêts, aux acquis du peuple» et toute forme d'«exclusivisme» ou «culture de la haine».

«Le moment est venu de ...»

Et ce, dans le contexte où «le moment est venu de prendre les choses au sérieux et d'impulser la dynamique de croissance», dira le Premier ministre, voulant rendre hommage aux martyrs du pays. Mais aussi dans la mesure où si «des résultats positifs ont été réalisés, l'économie nationale est solide et les perspectives sont optimistes», a assuré Abdelmalek Sellal, confiant pour les générations futures, l'urgence implique, cependant, de développer d'autres ambition, en matière de production hors hydrocarbures, de déployer des efforts conséquents. «Les répercussions négatives de la crise économique n'ont pas affecté (grandement) l'Algérie», assure l'hôte du Palais des nations, grâce, selon lui, à «la politique économique nationale, sous la conduite éclairée du président de la République». Pour autant, Abdelmalek Sellal s'est montré,



Photo : Samir Sid

devant l'auditoire représentatif de l'establishment socioéconomique national réuni à l'initiative du Conseil national économique et social (CNES), serein quant au bilan des cinquante dernières années.

Les évolutions sociales et économiques, perceptibles, selon Sellal

Certes, le Premier ministre reconnaît certaines insuffisances constatées durant cette période même s'il a manqué d'être davantage explicite sur leur nature, au demeurant connue par tous les observateurs. «Comme toute œuvre humaine, les réalisations économiques et sociales de notre

nation sont sujettes à l'évaluation, au débat et même à la critique», note M. Sellal, laissant entendre que l'Algérie aurait pu faire mieux. Toutefois, il estime que «les étapes franchies ont été à la hauteur des fils de l'indépendance», à «la hauteur de notre nation et de son combat libérateur». L'opportunité pour l'auguste invité du Cnes de donner quelques indicateurs socioéconomiques voulus révélateurs de ces avancées et conforter le statut de l'Algérie en tant que «pays à développement humain élevé», fixé par plusieurs organismes et agences spécialisées onusiennes. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) du pays a cru de 15 milliards de dinars en 1962 à 3 698,7 milliards de dinars

en 2000 et à 1 581,2 milliards de dinars en 2012 ! Quant au PIB par habitant, le ratio est passé de 198 dollars en 1962 à 1793 dollars en 2000 et à 5 798 dollars en 2012 !!

En termes d'évolution sociale, Abdelmalek Sellal note, par ailleurs, que le taux d'analphabétisme a été réduit de 85% durant les années 1960 à 31,9% en 2000 et à 18% en 2012. Evoquant l'espérance de vie, le Premier ministre note l'augmentation de la longévité, celle-ci passant de 52,6 ans en 1970 à 72,5 ans en 2000 et à 76,4 ans en 2012. En outre, l'hôte du Cnes constate que le taux de raccordement au réseau d'eau potable est passé de 35% en 1962, et uniquement dans les villes littorales, à 80% en 2000 et à 94% en 2012 !!! Comme l'on constate que le taux de raccordement à l'électricité est passé de 40% en 1962 à 85,5% en 2000 et à 98% en 2012 !!!! Des évolutions, des enjeux et autres problématiques liées à la croissance économique, l'entrepreneuriat, l'innovation et la connaissance fondée sur le savoir, qui ont été certainement débattus durant ce forum. Ouvert hier, aujourd'hui et demain, ce forum se déroule dans le cadre de quatre ateliers de travail réunissant experts, opérateurs économiques, chercheurs et universitaires. Des participants assez unanimes à concéder que l'Algérie aurait pu «mieux faire» et possède tous les atouts de développement global.

Chérif Bennaceur

IL ÉCARTE LA BAISSÉ DES DÉPENSES Djoudi loin d'être rassuré

«Je ne suis pas rassuré», déclarait, hier, le ministre des Finances, à propos de la conjoncture économique actuelle, marquée notamment par le fléchissement des cours du pétrole. Certes, les indicateurs financiers et économiques sont bons, a indiqué Karim Djoudi, citant moult chiffres. Néanmoins, le premier argentier du pays ne se satisfait pas de la dépendance continue à la dépense publique, misant sur un engagement davantage effectif du secteur privé en termes de demande. Comme il n'a pas manqué de prévoir la hausse du déficit budgétaire à 20% durant cette année. Ainsi, le programme d'équipement arrive à échéance, à saturation l'année prochaine, rappelle-t-il, laissant entendre que de nouvelles dotations budgétaires ne seront pas effectuées. Pour autant, le ministre des Finances réfute toute baisse des dépenses publiques, dans le cadre notable de la loi de finances complémentaire pour 2013. Rétif à se prononcer sur ce texte, soumis à l'étude gouvernementale, Karim Djoudi réfute, cependant, toute augmentation de taxes concernant notamment les véhicules à carburateur polluante, comme supputé par voie médiatique. D'autre part, le ministre des Finances a indiqué, concernant l'effacement des dettes de plusieurs pays africains et arabes (quelque 1,4 milliard de dollars), que cette mesure «s'inscrit dans le cadre d'une logique économique». Selon Karim Djoudi, les pays concernés ne pouvant rembourser leurs dettes, l'Algérie a pris cette mesure dans le cadre du dispositif international relatif à la lutte contre la pauvreté.

C. B.

**ABDELMADJID TEBBOUNE À PROPOS
DU FICHER DU LOGEMENT :**

Le stock des demandeurs atteint 720 000 personnes

Le stock des demandeurs de logement s'élève à 720 000 personnes, selon le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme. Un nombre déterminé, a précisé Abdelmadjid Tebboune, après apurement et vérification du fichier national du logement, un dispositif inédit, selon lui. Confiant sur la résorption progressive du déficit, le ministre de l'Habitat soulève, cependant, la capacité de l'entrepreneuriat national à même de répondre aux challenges lancés notamment par la relance du programme de logements en location-vente et du promotionnel public. D'autre part, Abdelmadjid Tebboune a indiqué que le foncier agricole, inexploité ou à faible rendement, pourra servir à la construction. A ce propos, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme relève l'existence d'un grand bassin foncier couvrant les wilayas d'Alger, Tipasa, Blida et Boumerdès, bien desservies par les voies de communications.

C. B.

**EN MARGE DE LA PLÉNIÈRE :
ABDELAZIZ ZIARI À PROPOS
DES MOUVEMENTS
DE PROTESTATION**

Les médecins grévistes ne seront pas payés

Les médecins grévistes ne seront pas payés. C'est ce que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a indiqué, hier, en marge de la séance plénière du Forum économique et social du cinquantenaire.

Certes, les médecins grévistes n'encourent pas de sanctions, assure Abdelaziz Ziari, dans la mesure où les actions de grève ont été déclarées illégales par la justice. Néanmoins, le ministre de tutelle, se référant aux us internationaux en vigueur, précise que les journées de travail non assurées ne seront pas rétribuées. Cela même si les déclarations ministérielles s'avèrent contradictoires.

C. B.

**RÉALISATION DE L'AUTOROUTE
DES HAUTS-PLATEAUX**

Les appels d'offres lancés cet été, selon Amar Ghoul

Les appels d'offres relatifs à la réalisation de l'autoroute des Hauts-Plateaux, longue de 1 300 seront lancés durant cet été, indiquait, hier, le ministre des Travaux publics.

Selon Amar Ghoul, les cahiers des charges relatifs à ce projet sont déjà finalisés. Par ailleurs, le ministre des Travaux publics a indiqué que les projets de réalisations de voies de contournement au niveau de l'ouest de la capitale devraient être lancés dès la fin de l'année.

Par ailleurs, Amar Ghoul a précisé que la liaison Lakhdaria-Bouira de l'autoroute Est-Ouest, en cours de travaux de réfection, sera rouverte complètement à la circulation «dans les prochains jours».

C. B.

**CRÉATION ET GESTION
D'ENTREPRISES**

Louh annonce de nouvelles mesures d'accompagnement

Des mesures d'accompagnement nouvelles seront impulsées prochainement au profit des jeunes créateurs d'entreprises. Selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ces mesures visent à permettre aux jeunes de créer aisément leurs entreprises mais aussi de mieux les gérer. Ainsi, ces mesures qui complètent d'autres dispositions antérieures porteront sur l'accompagnement, le suivi et le développement de la formation, notamment managériale.

C. B.

SELON LE P-DG DE LA CNEP

La carte suscite déjà un fort engouement

La carte magnétique d'épargne, lancée depuis quelques semaines et appelée à remplacer les livrets d'épargne, suscite déjà un fort engouement, indiquait, hier, le P-dg de la Cnep-Banque. Selon Djamel Bessa, la demande pour cette carte dépasse déjà les prévisions. Ainsi, la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance prévoit un nombre d'acquéreurs de l'ordre de 250 à 300 épargnants d'ici la fin de l'année, supérieur au nombre de 200 000 prévu initialement. Précisons que l'épargnant bénéficiera encore du livret d'épargne sous sa forme actuelle et pourra l'utiliser en même temps que la carte.

C. B.